



Assemblée générale

Cinquante-quatrième session

79^e séance plénière

Mercredi 15 décembre 1999, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Gurirab (Namibie)

La séance est ouverte à 10 h 15.

Hommage à la mémoire de Franjo Tudjman, Président de la République de Croatie

Le Président (*parle en anglais*) : Avant d'aborder les points inscrits à l'ordre du jour, j'ai le triste devoir de rendre hommage à la mémoire de feu le Président de la République de Croatie, S. E. M. Franjo Tudjman, qui est décédé le vendredi 10 décembre 1999. Au nom de l'Assemblée générale, je voudrais prier le représentant de la Croatie de transmettre nos condoléances au Gouvernement et au peuple croates ainsi qu'à la famille endeuillée de M. Tudjman. J'invite les représentants à bien vouloir se lever et à observer une minute de silence en hommage à la mémoire de M. Tudjman.

Les membres de l'Assemblée générale observent une minute de silence.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au Cameroun qui va parler au nom du Groupe des États d'Afrique.

M. Belinga-Eboutou (Cameroun) : Il me revient le redoutable privilège de m'associer du haut de cette tribune, au nom des États d'Afrique, à l'hommage que les représentants des peuples des Nations Unies rendent à M. Franjo Tudjman, Président de la République de Croatie, dont le cœur a cessé de battre en cette nuit du 10 décembre 1999.

Les missions permanentes des États d'Afrique adressent leurs condoléances les plus attristées et expriment leur profonde compassion à la Mission permanente de Croatie, à la famille de l'illustre disparu et au peuple croate tout entier.

Nous n'avons pas une cité éternelle ici-bas. L'apôtre des gentils nous en avertit. La vie humaine est donc éphémère. Certaines vies cependant sont éternelles; celles qui survivent dans la mémoire des hommes par l'éclat dont elles ont brillé et par les actions constructives, quel qu'en soit le nombre, qui les ont jalonnées.

La vie de Franjo Tudjman est de celles-là. Homme de science et de culture, il laisse à la postérité de nombreuses oeuvres sur l'histoire contemporaine, les relations internationales et l'art militaire. Homme de conviction et d'engagement, il s'est illustré très tôt pendant la Seconde Guerre mondiale dans la lutte pour l'indépendance de son pays. L'histoire retiendra de lui qu'il a été le créateur de la nation croate, le père de l'indépendance de la Croatie et le premier Président de ce pays. Son peuple ne cache pas son chagrin et son angoisse.

Puissent les graines ensemencées germer et combler les espérances de tout le peuple croate. Il appartient au peuple croate de parachever, de parfaire l'oeuvre commencée en poursuivant sa marche déterminée sur les chemins de la démocratie, donc de la paix, de la concorde et de la prospérité. Il en a les capacités; il en a les moyens, il en a la volonté.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite le représentant du Bangladesh à prendre la parole au nom des États d'Asie.

M. Chowdhury (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Le Bangladesh, qui assume la présidence du Groupe asiatique ce mois-ci, a l'honneur de s'associer aux nations du monde pour rendre hommage au dirigeant disparu de la Croatie. Avec le décès du Président Franjo Tudjman, le monde a perdu un dirigeant clairvoyant. Le Président Tudjman sera admiré en tant qu'ardent défenseur de la démocratie et du droit du peuple.

C'était un homme d'État tourné vers l'avenir qui a ouvert la voie à des changements dynamiques non seulement dans son pays, mais dans toute la région. Ses efforts inlassables et ses qualités d'homme d'État lui ont valu le respect que l'on doit à un dirigeant mondial. Il a modifié l'image de son pays qui, après avoir été ravagé par la guerre, est devenu un pays progressif et épris de paix. Tout au long de sa vie, le Président Tudjman a apporté une contribution remarquable à son pays en assurant la consolidation de la démocratie et la mise en place des droits des citoyens de son pays. À plusieurs reprises il a été emprisonné pour avoir défendu ces idéaux et on lui a interdit de voyager à l'étranger. Toutefois il est impossible d'arrêter un homme d'un tel génie.

La vie de M. Tudjman est un hommage retentissant à cette affirmation universelle. Son peuple l'a reconnu comme dirigeant et a fait de lui le Président de la Croatie en 1990.

M. Tudjman restera dans notre souvenir comme l'architecte de la Croatie. Même dans les moments les plus difficiles qu'ait connus son pays, il n'a jamais perdu l'espoir et il est finalement parvenu à éviter les écueils et à mener son pays à la prospérité et à la paix.

Au nom du Groupe asiatique, le Bangladesh adresse ses très sincères condoléances à la famille endeuillée de M. Tudjman ainsi qu'au Gouvernement et au peuple croates pour la disparition de leur dirigeant.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République tchèque qui va parler au nom des États d'Europe orientale.

M. Galuska (République tchèque) (*parle en anglais*) : Au nom des États Membres du Groupe des États d'Europe orientale, je voudrais exprimer nos très sincères condoléances au Gouvernement et au peuple croates pour le décès du Président Franjo Tudjman. Nous voudrions également

exprimer nos condoléances aux membres de sa famille, aux amis et collaborateurs du premier Président de la République de Croatie et, à l'ensemble de la nation croate endeuillée.

Le Président Tudjman a mené une vie de courage et de dévouement envers sa nation et la cause de cette nation. Il a vécu avec dignité en surmontant les tribulations que son pays et toute la région ont connues au cours des 70 dernières années. Des luttes antifascistes de la Seconde Guerre mondiale à ses réalisations en tant qu'intellectuel et, plus tard, au déclin qu'a constitué pour lui l'emprisonnement politique, il a toujours suivi sa vision qui finalement a abouti à l'indépendance de la Croatie.

Le Président Tudjman symbolise la Croatie moderne dont il a tracé la voie au cours de ces 10 dernières années. Un chapitre important de l'histoire de la région prend fin avec ce combattant, cet érudit, cet homme politique.

En tant qu'héritage laissé à la Croatie, nous souhaitons à ce pays plein succès dans son édification d'une nation européenne démocratique, pacifique et prospère. En ce moment de deuil, nous nous associons au peuple croate pour lui rendre hommage.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Sainte-Lucie qui va parler au nom des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

M. Hunte (Sainte-Lucie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, en hommage au regretté Franjo Tudjman, Président de la République de Croatie.

M. Franjo Tudjman, né à des débuts modestes dans le village de Veliko Trgovišće, en Zagorje croate, le 14 mai 1922, a fondé sa vie sur les plus pures convictions morales de démocratie libérale et de paix. Homme généreux, il a consacré sa vie à la recherche de la vérité et à la libération de son peuple. Après avoir atteint son but, M. Tudjman a vu ses efforts couronnés par l'honneur et la responsabilité les plus insignes qu'il ait pu imaginer : le vote de confiance de la Croatie aux élections libres de 1991.

M. Tudjman s'est forgé à jamais une place d'honneur dans le cœur et dans l'esprit des hommes du monde entier en tant qu'érudit et auteur, activiste, général d'armée, homme d'État et défenseur des valeurs humanitaires. La conviction, la vérité, l'honneur et le besoin irréprouvable de défendre le bien, voilà les valeurs glorieuses auxquelles

nous devrions tendre dans la définition de nos objectifs et de nos activités dans les lieux sacrés de cette grande institution où nous lui rendons hommage aujourd'hui.

Avec les années, son nom était devenu synonyme de conviction et d'honneur, deux principes incontournables de sa vie dans lesquels il s'était illustré dès l'âge de 19 ans en entrant dans le mouvement démocratique national. Il a survécu au fléau du nazisme, au règne de la terreur, à l'indignité de se voir spolié de ses droits fondamentaux inaliénables, à la suffocation et à l'horrible répression de ceux qui se donnaient le nom de communistes. Orphelin de mère à l'âge de 9 ans, c'est guidé par l'exemple de son père et de son frère qu'il est devenu l'homme que l'on connaît.

Il a connu la prison pour avoir protesté contre la répression de ses compatriotes, et sa position sur le nationalisme et l'histoire s'accompagnaient d'une sincérité sans égale que le monde et l'appareil de propagande n'étaient pas disposés à tolérer. Sa conviction a toujours été une source d'irritation pour ceux qui, pour cela, auraient voulu le voir muet ou mort. Mais, comme le dit la sagesse populaire, «Si ça vaut la peine de l'avoir, ça vaut la peine de lutter pour l'avoir». Je pense que M. Tudjman aurait convenu que les souffrances qu'il a endurées ne sont rien comparées aux bienfaits qu'il a toute sa vie apportés au peuple de Croatie. Sous sa direction avisée, l'Union démocratique croate a pris la tête de la lutte pour la démocratie et l'indépendance en Croatie et est parvenue à obtenir un mandat de réforme considérable.

Le monde tel que nous le connaissons aujourd'hui, avec tous ses problèmes et ses injustices, a parfois la chance de voir naître des individus du calibre de feu S. E. Franjo Tudjman. Au nom des États d'Amérique latine et des Caraïbes, je présente toutes mes condoléances à sa famille ainsi qu'au Gouvernement et qu'au peuple croates. Puisse-t-il reposer en paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Luxembourg, qui va parler au nom des États d'Europe occidentale et autres États.

M. Wurth (Luxembourg) : Nous nous trouvons rassemblés en raison de circonstances tristes. C'est au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États que j'ai l'honneur de prendre la parole pour exprimer nos condoléances aux Croates et, plus particulièrement, aux membres de la représentation permanente de la Croatie auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le chef d'État de la République de Croatie vient de décéder. Cette Assemblée, qui rassemble les peuples du monde, fait part aujourd'hui de ses sentiments de sympathie au peuple croate. Le Président défunt avait lancé le mouvement vers l'indépendance et vers l'intégration de son pays au sein de la communauté des nations et, notamment, au sein de l'Organisation.

Un dirigeant ayant assumé ce rôle dans l'histoire de son pays occupé, et occupera dans le cœur et la mémoire des siens, une place éminente entre toutes. Ils lui en resteront profondément reconnaissants.

Sa forte personnalité a marqué de son empreinte les événements tumultueux d'une région qui a connu la guerre et les drames. Après la fin du conflit qui avait surgi, le Président Tudjman s'est attelé à la construction d'une République dont les citoyens n'entendent pas laisser de doute sur leur grande espérance de faire partie de la vaste famille des États de l'Europe et sur leur volonté de partager la vie et les valeurs qui sont les siennes en cette aube d'un nouveau millénaire.

Franjo Tudjman était Président au moment du départ de ce voyage, mais il a quitté ses compatriotes avant d'avoir pu voir le plein aboutissement de leurs efforts. Nous sommes confiants que ses concitoyens iront de l'avant avec assurance et en développant le partenariat aux niveaux régional et international.

Nous partageons la douleur des citoyens croates après la perte de leur Président, et nos pays et l'ensemble de l'Assemblée sont à leurs côtés et les assurent de leur volonté de coopération.

Le Président Tudjman a beaucoup souffert au cours de sa longue maladie. Il a assumé cette épreuve avec courage, sans que pour autant ne se relâche sa détermination à servir son pays. Nos sentiments de compassion vont aujourd'hui plus particulièrement vers ceux qui l'ont accompagné dans son dernier combat, les membres de sa famille et ses proches, qui ont vu et subi la douleur d'un être cher, sans pouvoir le retenir. Nous lui rendons hommage et nous saluons sa mémoire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant permanent des États-Unis d'Amérique, qui va prendre la parole au nom du pays hôte.

M. Holbrooke (États-Unis) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de représenter les États-Unis aujourd'hui et d'intervenir pour la première fois de cette tribune historique

pour rendre hommage à la mémoire du Président Franjo Tudjman, de la Croatie.

Je le connaissais bien et j'ai eu l'occasion de travailler en étroite collaboration avec lui. C'est une grande figure historique, qui a écrit une page importante de l'histoire de l'Europe. Ce rôle sera longtemps discuté et débattu, mais il reste que l'on ne peut nier son importance. Il a laissé une empreinte durable dans la région.

Je l'avais rencontré pour la première fois en 1995 et au moins une centaine de fois par la suite, notamment au cours de nombreuses réunions intensives pendant les 21 jours qu'ont duré les négociations de Dayton qui ont mis fin à la guerre en Bosnie. L'histoire devra se rappeler que sans sa participation décisive à Dayton, la paix qui y a été établie n'aurait sans doute pas été possible.

Mais comme je l'ai dit il y a un instant, l'histoire de cette région est encore en train d'être écrite et discutée. D'ailleurs, les arguments sur l'histoire font partie de ce qui a contribué à la terrible tragédie de l'Europe du sud-est et des guerres de l'ex-Yougoslavie. Et lorsque nous rendons hommage à la mémoire du Président Tudjman, nous marquons également le fait que les questions qui l'ont porté au-devant de la scène n'ont pas encore été résolues. Nous prions pour que les habitants de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine, du Kosovo, du Monténégro, de la Serbie puissent trouver au prochain siècle la paix qu'ils méritent.

Le rêve d'une Croatie indépendante caressé par le Président Tudjman a été réalisé et M. Tudjman restera pour toujours celui qui a permis cela, mais la suite du rêve — la paix et la coexistence avec tous les voisins de la région — est encore loin d'être réalisée. La division ethnique, la stupide division ethnique, une division inutile fondée sur des différences ethniques prétendues, et j'insiste sur l'adjectif «prétendues», continue d'affliger la région. Aux habitants de la région qui regardent cette réunion commémorative se tenir aujourd'hui à l'Assemblée générale, je dis : il est temps de mettre ces divisions derrière vous. Aucun des pays de la région ne peut vivre en paix à moins que tous vivent en paix.

Franjo Tudjman avait un rêve pour la Croatie qui a été pour une grande partie, mais non entièrement, réalisé. La prochaine génération de dirigeants en Croatie pourra, je l'espère, être à la hauteur de cette vision et la pousser plus loin pour la liberté et la démocratie; pour une élection réussie en Croatie (qui doit avoir lieu bientôt); pour la mise en oeuvre complète du processus de paix de Dayton; pour

une solution à la question non résolue du Kosovo; et pour une Bosnie-Herzégovine multiethnique, pays voisin de la Croatie, où les Croates bosniaques, les Serbes bosniaques et les Musulmans bosniaques puissent vivre ensemble.

Voilà ce que comprendra, je l'espère, l'héritage de Franjo Tudjman. Personnellement, je me souviendrai de lui comme d'un défenseur opiniâtre et efficace de ses intérêts nationaux à qui son peuple doit beaucoup, d'une personne avec qui j'ai travaillé étroitement, d'un ami, d'un grande figure historique dans la période de l'après-guerre froide en Europe, et d'un homme dont l'héritage ultime sera, je l'espère, d'avoir contribué à la paix et à la stabilité dans la région.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Croatie.

M. Šimonović (Croatie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de vos aimables paroles de sympathie et je remercie les collègues qui ont exprimé leurs condoléances.

Il y a sept ans et demi, M. Franjo Tudjman s'est adressé à l'Assemblée générale de cette même tribune, quand la Croatie est devenue membre de l'Organisation des Nations Unies. Les citoyens de la Croatie avaient alors été profondément émus, comme ils le sont aujourd'hui après avoir perdu leur premier président démocratiquement élu.

Franjo Tudjman a vécu le XXe siècle turbulent de la Croatie tout aussi passionnément que tous ses autres fils. Il n'a pas été simplement le témoin des événements qui se sont déroulés en Croatie au cours de ses 77 années de vie. Il y a plutôt participé activement et, au cours de la dernière décennie, il a été un dirigeant qui a beaucoup fait pour l'indépendance de la Croatie. Il a peut-être été le dernier des dirigeants européens contemporains qui ont participé directement à la lutte antifasciste durant la Seconde Guerre mondiale. Cependant, on se souviendra sans doute de lui pour les 10 dernières années de sa vie, où il est apparu sur la scène mondiale en tant qu'homme d'État. Dans le contexte global de sa vie, cette dernière période n'a été que le résultat de plusieurs décennies d'idéalisme et d'activisme politiques, et de lutte pour la justice, l'égalité et en fin de compte l'autodétermination.

En 1969, il est devenu l'un des dirigeants du grand mouvement de libéralisation qu'on a appelé le printemps croate. Après la répression brutale de ce mouvement, il fut condamné à deux ans de prison. À sa libération, il fut privé de ses droits civils, y compris le droit de parler en public,

de voyager hors du pays et de publier. En 1977, il viole cette interdiction en accordant une interview à une station de télévision européenne. De ce fait, il passa de nouveau en justice.

À ce moment-là, j'étais étudiant. Je me souviens comment, en groupe, nous avons copié et distribué illégalement et de façon provocante la brillante et courageuse déclaration qu'il avait faite au terme du simulacre de procès qu'il avait subi. Il fut alors condamné à trois ans de prison et à la perte de ses droits civils pendant huit ans. C'est alors qu'il purgeait cette peine qu'Amnesty International le nomma prisonnier de conscience.

Lors d'élections tenues en avril et mai 1990, le parti politique qu'il dirigeait fut porté au pouvoir et lui-même, nommé président. Au cours des mois qui ont suivi, la Croatie a continué de rechercher un arrangement avec les autres républiques de la République socialiste fédérale de Yougoslavie sur la base de l'égalité, telle que garantie par la constitution fédérale. Toutefois, la désintégration continue de l'ancien État fédéral, la belligérance des autorités serbes et une grave agression militaire contre une population non armée ont amené la Croatie à proclamer son indépendance le 25 juin 1991.

Après l'adoption de la première constitution démocratique de la Croatie, M. Tudjman a été élu, puis réélu à la fonction de président. Au moment de son décès, il remplissait son dernier mandat autorisé en vertu de la Constitution.

Je vous remercie tous d'avoir exprimé vos condoléances, votre compréhension et votre appui, dont mon pays a de nouveau tant besoin.

Point 45 de l'ordre du jour

Incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000

Rapport du Secrétaire général (A/54/525)

Projet de résolution (A/54/L.61)

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Lesotho qui va présenter le projet de résolution A/54/L.61.

M. Mangoela (Lesotho) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter le projet de résolution sur les incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000, publié sous la cote A/54/L.61. Bien

que ce projet de résolution soit soumis uniquement par le Lesotho, il a fait l'objet de vastes consultations. Après que le texte a été approuvé, certaines délégations ont indiqué qu'elles souhaitaient s'en porter coauteurs. J'aimerais donc aviser ces délégations qu'il est toujours temps de se porter co-auteurs en s'inscrivant auprès du fonctionnaire du service des conférences.

Depuis un peu plus d'une année, le Groupe de travail sur l'informatique du Conseil économique et social travaille de manière assidue pour centrer l'attention de la communauté internationale sur les dangers posés à l'économie mondiale par le changement de date des ordinateurs. À cet effet, le Groupe de travail a tenu une conférence mondiale des coordonnateurs nationaux aux Nations Unies à New York, le 11 décembre 1998, et plus de 120 États Membres y ont participé. Au cours de cette Conférence, les participants ont échangé leurs vues sur la façon de faire face au problème du passage à l'an 2000 dans leurs États et régions respectifs, ainsi qu'au niveau international. Ils se sont mis d'accord sur le fait qu'un effort international important devait être entrepris au cours des douze prochains mois pour minimiser les effets du phénomène. Ils ont approuvé les directives relatives au problème du passage à l'an 2000, adoptées par le Conseil économique et social, et demandé leur diffusion générale.

Les participants ont également convenu que la question devait recevoir la plus haute priorité de la part de leurs gouvernements en vue d'assurer la compatibilité des grands systèmes. Dans le même temps, ils ont souligné la responsabilité de toutes les instances gouvernementales et du secteur privé pour prendre les mesures nécessaires afin d'assurer que leurs systèmes sont prêts pour l'an 2000. Enfin, ils ont souligné le fait que, vu l'interdépendance des relations internationales, des efforts internationaux et une coopération accrue ainsi que des accords étaient essentiels pour répondre mondialement au problème. De ce fait, les gouvernements ont été encouragés à accorder toute leur attention au problème lors de leurs rencontres internationales durant l'année 1999.

Convaincus que l'ampleur et la complexité du problème du passage à l'an 2000 nécessitent des mesures immédiates et concrètes correspondant à l'ampleur du problème, les coordonnateurs nationaux ont recommandé qu'une attention particulière soit accordée à la mise en place d'un mécanisme de coordination avec un personnel d'appui financé par des contributions volontaires. Ce mécanisme pourrait également encourager la diffusion d'informations importantes sur l'an 2000. Ainsi, le Centre de coopération internationale chargé du problème du passage à l'an 2000

a été créé en février de cette année, sous les auspices des Nations Unies, avec un financement de la Banque mondiale. Sa mission consiste à promouvoir une coopération stratégique accrue et des mesures entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé pour minimiser les effets négatifs du problème sur l'économie et la société mondiales.

Le Centre international de coopération, sous la direction du Comité directeur international, que j'ai l'honneur de présider en ma capacité de Président du groupe de travail des Nations Unies sur l'informatique, devait coordonner les efforts des États Membres dans les six régions du monde. L'évaluation faite par le Comité directeur montre que le monde est dans l'ensemble prêt dans les domaines de l'infrastructure et ce, dans toutes les régions. En outre, la communauté internationale est prête à informer l'opinion sur ce qui se passera durant et après le changement de date, et à répondre aux urgences éventuelles. Dans quelques jours, les préparatifs au niveau mondial seront mis à l'épreuve.

Une pleine préparation implique des adaptations et des essais de systèmes et des plans d'urgence. Même si tous les pays ou infrastructures ne répondent pas à cette norme, la plupart des infrastructures majeures des pays fonctionneront de façon adéquate après le changement de date et au début du mois de janvier.

Cette affirmation générale cache un certain nombre de situations spécifiques. Les pays industrialisés sont hautement dépendants de systèmes numériques. En général, ces pays ont consacré une grande partie de leurs efforts à préparer leurs systèmes pour le changement de date et ont élaboré des plans d'urgence précis. Les infrastructures de pays en développement sont moins dépendantes de systèmes numériques. De façon générale, ces pays sont loin d'avoir corrigé leurs systèmes. Mais ils sont moins vulnérables aux dysfonctionnements des systèmes par leur utilisation quotidienne de procédures manuelles et d'opérations d'urgence en temps réel.

Les effets du passage à l'an 2000 dureront au-delà de la première partie du mois de janvier. Les erreurs dans les systèmes n'ayant pas encore été corrigées et des erreurs imprévues dans des systèmes déjà corrigés conduiront à des résultats moindres dans les infrastructures au cours des semaines suivant le changement de date. L'ampleur et la durée de ce type de défaut d'infrastructure dépendront d'un certain nombre de facteurs, y compris du niveau d'achèvement ou d'essai des réparations, de la complexité des systèmes affectés, de la disponibilité de personnel qualifié pour identifier les causes d'erreurs et y répondre, du degré de dépendance des systèmes par rapport à d'autres, et de la

capacité des opérateurs à répondre aux erreurs durant une période particulière. Le mois de janvier sera déjà bien entamé avant qu'une évaluation précise puisse être faite des effets à moyen terme.

Le Centre de coopération internationale surveille les progrès dans neuf domaines structurels majeurs : énergie, télécommunications, finances, transports, santé et hôpitaux, services publics, douanes et immigration, alimentation et eau. Avec deux exceptions, l'évaluation a montré que, mondialement, ces infrastructures fonctionneront aussi bien qu'en situation normale dans les premiers jours de la nouvelle année. Mais certaines infrastructures pourraient connaître des défauts d'expérimentation dans les semaines suivantes.

Il y a deux exceptions notables dans cette prédiction élémentaire à court terme, à savoir les services de santé et les hôpitaux, et les services publics. Dans les pays en développement et dans de petites communautés de par le monde, ces infrastructures présentent un risque réel que le problème du passage à l'an 2000 puisse affecter négativement la santé publique et la sécurité durant les premiers jours du mois de janvier.

Au cours de l'an passé, un travail de collaboration considérable a été réalisé au sein des huit régions du Centre de coopération internationale, représentant 196 pays. Malgré tous les préparatifs, un certain nombre d'incidents se produiront. Dans certains cas, les problèmes pourraient être trop graves pour qu'un pays donné puisse y faire face. En vue d'aider dans ce genre de situation, un certain nombre de réseaux internationaux sont créés.

La responsabilité de répondre au problème du passage à l'an 2000 dépend d'abord des opérateurs d'infrastructures locaux et nationaux et des autorités sur place. Là où ces organisations connaissent des problèmes techniques impossibles à traiter, des réseaux sectoriels régionaux sont créés pour trouver des solutions à ces problèmes communs. Chacun de ces réseaux est organisé de façon différente, en fonction du secteur et de la région concernés. Ainsi, dans la région d'Asie, le Japon a organisé des fournisseurs d'énergie dans la région, grâce à un réseau de contacts téléphoniques et par courrier électronique. En Afrique australe et orientale tout un éventail de réseaux est créé. En Amérique du Sud, six secteurs vitaux ont un réseau de téléphone bien établi et des procédures de contact pour les 10 pays de la région. Les secteurs des finances, des télécommunications et de l'aviation sont organisés de façon globale à travers des organisations publiques et privées.

Si les ressources locales et régionales s'avèrent insuffisantes pour répondre aux problèmes techniques, la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en coopération avec les pays du G-8 et d'autres pays donateurs, mettent en place des moyens permettant de mobiliser des experts pour aider les coordonnateurs nationaux à évaluer le problème.

Ces équipes de diagnostic seront financées par des dons du Japon, du Royaume-Uni, des États-Unis et d'autres pays. Le Royaume-Uni a pris l'initiative dans le domaine de la santé, travaillant au plan mondial pour créer des moyens régionaux et mondiaux afin de répondre aux demandes d'assistance technique. En général, durant la période suivant le changement de date, le Centre de coopération internationale recevra et classera les demandes d'aide technique émanant de gouvernements nationaux et les transmettra à ses propres équipes de volontaires, à la Banque mondiale ou au PNUD, ou directement aux pays donateurs en vue d'une réponse. Si une aide technique à long terme ou coûteuse s'avère nécessaire, la Banque mondiale aidera les pays à obtenir les fonds nécessaires, en coopération avec les gouvernements nationaux et les organisations internationales.

Le problème du passage à l'an 2000 est un événement unique dans l'histoire humaine. Alors que ceux qui travaillent sur le problème quotidiennement pensent que ses effets négatifs seront modérés, le monde n'a jamais connu un événement aussi simultané. En outre, il est possible que certains tentent de profiter pour créer des perturbations d'une autre nature dans les systèmes numériques. C'est pourquoi, par prudence, les nations et les institutions internationales se préparent comme il se doit à cet événement. Le Groupe de travail sur l'informatique est convaincu que le problème du passage à l'an 2000 sera, au contraire, l'illustration la meilleure de coopération et d'efforts humains pour résoudre un problème important.

J'aimerais terminer en indiquant que dans le septième alinéa du préambule du projet de résolution dont nous sommes saisis, le mot «constants» a été omis par inadvertance. Cet alinéa devrait se lire,

«Soulignant également que les gouvernements, ainsi que les organisations privées, publiques et internationales doivent également déployés des efforts coordonnés constants afin de faire face au problème informatique du passage à l'an 2000».

M. Khare (Inde) (*parle en anglais*) : J'aimerais d'embellie remercier le Secrétaire général pour le rapport

exhaustif sur les mesures prises au sein des organismes des Nations Unies afin de résoudre le problème informatique du passage à l'an 2000. Nous exprimons également notre reconnaissance à M. Ahmad Kamal, l'ancien Représentant permanent du Pakistan, et à M. Percy Mangoela, le Représentant permanent du Lesotho, qui en tant que Présidents du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique ont joué un rôle constructif pour permettre l'interaction entre les États Membres. L'Inde serait, bien entendu, très honorée de parrainer le projet de résolution qui a été rédigé sous la direction du représentant du Lesotho.

Comme ma délégation l'a indiqué l'année dernière, le Gouvernement indien est déterminé à éviter et à maîtriser la crise du passage à l'an 2000 dans les secteurs essentiels du Gouvernement ainsi que dans les organisations et services publics et privés. Des efforts importants ont été faits pour sensibiliser toutes ces entités afin qu'elles puissent appliquer strictement les directives dans les délais. Un groupe d'action de haut niveau sur la gestion des incidences du problème informatique posé par le passage à l'an 2000 en Inde a été créé, et se compose des représentants du Gouvernement, des associations de l'industrie, des banques et des institutions financières, des services de la défense, des services publics et des autres organisations du service public, les chemins de fer et d'autres secteurs.

L'équipe de travail s'est réunie trois fois et a donné à chaque département du Gouvernement central des instructions de mettre en place des groupes d'action sur le passage à l'an 2000 pour évaluer l'état de préparation quant au problème du passage à l'an 2000 dans ces départements et dans toutes les initiatives publiques ou dans tous les bureaux qui leur sont attachés au plan administratif. Le groupe leur a également proposé des mesures à prendre à l'avenir. Dans le cadre de la préparation générale du pays au passage à l'an 2000, le groupe d'action sur le passage à l'an 2000 suit de près la préparation des secteurs essentiels, comme les secteurs de la finance — notamment les banques et les assurances — de l'énergie, de l'industrie pétrolière, des télécommunications, de l'aviation civile, des chemins de fer et d'autres transports de surface, notamment les ports, et de la recherche spatiale, de l'énergie atomique et de la défense.

Le Département de l'énergie atomique est prêt pour l'an 2000. Toutes les organisations qui fonctionnent dans le cadre de ce Département ont également établi des plans d'urgence détaillés, et une salle de contrôle d'urgence a été mise en place, et elle fonctionne 24 heures sur 24. Elle sera mise en alerte maximale au cours de la période de passage à l'an 2000.

La Banque de réserve de l'Inde a également pris des initiatives importantes pour veiller à la préparation à l'an 2000 des banques et des institutions financières. Toutes les banques commerciales ont indiqué que leurs systèmes internes étaient pleinement compatibles 2000. En outre, toutes les filiales non bancaires des institutions financières ont indiqué qu'elles étaient compatibles 2000. Dans les plans d'urgence qui ont été établis il est envisagé de tenir des copies sur papier des comptes bancaires, avec la possibilité de fournir des imprimés aux détenteurs des comptes à partir de demain 15 décembre, de disposer de suffisamment de liquidités, et de mettre en place des centres de gestion de l'événement.

Le secteur de l'aviation civile est prêt pour l'an 2000, s'agissant notamment des systèmes de navigation et d'atterrissage, des radars secondaires à une impulsion dans tous les huit aéroports internationaux et d'un nouveau système de gestion du fret à l'Aéroport international Indira Gandhi. Tous les services météorologiques aéronautiques ont été évalués, essayés et rendus compatibles 2000 par le Département météorologique de l'Inde. Les fournisseurs de carburant d'aviation ont également été évalués et il a été confirmé qu'ils ne connaissent pas de problèmes liés au passage à l'an 2000. Toutes les compagnies aériennes — Air India, Indian Airlines et d'autres compagnies privées — ont achevé leurs procédures d'évaluation, d'essai et d'éventuelle modification de leur matériel et de leurs systèmes de logiciels. Les certificats d'avions et de navigabilité ont été obtenus des fabricants comme Boeing et Airbus, confirmant ainsi la préparation à l'an 2000.

Les services pour les passagers, tels que les équipements de réservation, d'enregistrement et d'accès à bord, les escaliers roulants ont été examinés et rendus compatibles 2000. L'Autorité des aéroports de l'Inde a également mis en place des plans d'urgence pour les vols internationaux et nationaux dans l'espace aérien indien pour faire face aux problèmes éventuels liés au passage à l'an 2000. Les plans d'urgence pour les voies du trafic aérien national et international et des procédures de trafic aérien, notamment une augmentation de la séparation longitudinale entre les vols, ont été mis au point en coordination avec le bureau régional de l'Organisation de l'aviation civile internationale pour l'Asie et le Pacifique. L'Autorité des aéroports de l'Inde mettra également en place des centres nationaux de gestion du trafic aérien pour le passage à l'an 2000 à partir de 13 h 30, heure indienne, le 31 décembre 1999.

Sur les 23 bourses des valeurs fonctionnant sur le marché des valeurs, les 16 qui sont compatibles 2000 représentent plus de 95 % du chiffre d'affaires quotidien.

Les sept autres, qui ne sont pas compatibles, ne représentent que 5 % du chiffre d'affaires et sont suivies de très près. La Banque de réserve de l'Inde a déjà élaboré un plan d'urgence détaillé et a donné pour instructions à ces institutions de mettre au point leurs propres plans d'urgence pour assurer la continuité du service dans le cadre de la préparation des institutions à l'an 2000.

Le secteur des télécommunications est également compatible 2000. Des salles de surveillance au niveau national et de l'État, et au niveau des districts des télécommunications seront mises en place au vu des jours à haut risque. Un personnel spécial sera mobilisé pour faire face à tout problème lié au passage à l'an 2000. Dans le secteur ferroviaire, la priorité absolue concerne le système de réservations pour les passagers. L'essentiel du travail concernant ce système est terminé, et un plan d'urgence a été mis au point. Les principaux ports indiens ont déjà pris toutes les mesures nécessaires et beaucoup de progrès ont été réalisés. Aujourd'hui, le secteur portuaire n'envisage aucune menace à ce sujet. Le secteur de l'énergie a été considéré comme étant le secteur de haute priorité pour éviter des réactions en chaîne. La capacité de génération installée dans le pays est de 93 239 mégawatts au total, avec une capacité réelle de 92 904 mégawatts; 31 708 mégawatts seulement seront touchés par le passage à l'an 2000. Les contrôles des 61 196 mégawatts restants sont similaires et leur fonctionnement n'est donc pas touché par le passage à l'an 2000.

Les services publics concernés dans les secteurs centraux et étatiques sont prêts pour le passage à l'an 2000, et des dispositions ont été prises pour mettre en place des salles de contrôle qui fonctionneront à partir de minuit le 30 décembre 1999 jusqu'au 3 janvier 2000. Le secteur pétrolier est également largement en mesure de contrôler son propre programme de passage à l'an 2000. Il est pleinement compatible 2000, à la seule exception d'un système de contrôle numérique dans l'usine de gaz de Hazira.

S'agissant de la recherche spatiale, le secteur de lancement de satellites, les stations terriennes, le complexe de lancement, le service informatique central, les agences de fourniture de systèmes aux usagers, les instruments de laboratoire et les applications automatiques de bureau sont compatibles 2000. Les récepteurs du système de positionnement universel de l'Organisation de recherche spatiale indienne ont fonctionné normalement durant le basculement du système de positionnement universel. Des plans d'urgence ont été mis en place pour la période de transition au cas où des incidents imprévus auraient lieu.

Dans un esprit de transparence et de démocratie, et étant donné que le problème du passage à l'an 2000 est aussi bien un problème de gestion et d'information qu'un problème technique, des rapports réguliers sur l'état de préparation en vue du passage à l'an 2000 en Inde sont librement diffusés sur Internet. Nous ne doutons pas que nous sommes bien préparés pour faire face à ce défi, même si la nature du problème est telle que personne, pas même nous, ne peut être absolument certain qu'il n'y aura aucune défaillance.

En plus des secteurs critiques que je viens de mentionner et qui ont fait l'objet d'un examen approfondi, le secteur de la santé est également bien préparé pour faire face au problème du passage à l'an 2000. Les principaux hôpitaux ont remédié à ces problèmes et dans les autres hôpitaux, le problème du passage à l'an 2000 ne se pose pas avec acuité. Les systèmes d'adduction d'eau et d'évacuation des déchets ne devraient pas connaître de difficulté. D'autres secteurs économiques, tels que le service des impôts, y compris les taxes, les droits de douane et les impôts directs, les produits chimiques et les engrais, l'acier et les mines, etc., sont prêts pour le passage à l'an 2000.

M. Farar (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis se félicitent de participer à l'effort d'envergure qui est déployé à l'échelle internationale pour faire face aux problèmes éventuels du passage à l'an 2000. Nous reconnaissons l'importance de la coopération internationale à cet égard. Alors que nous sommes à 16 jours de l'échéance inéluctable du 31 décembre 1999, il nous reste encore beaucoup à faire maintenant et au cours de la période qui suivra le 1er janvier. L'ONU a enregistré d'excellents résultats dans ce domaine depuis l'année dernière, lorsque l'Ambassadeur Kamal, l'ancien Président du Groupe de travail sur l'informatique, a pris l'initiative de réunir tous les États Membres pour la première rencontre à l'échelle internationale des coordonnateurs nationaux chargés de résoudre les problèmes dus au passage à l'an 2000. Les progrès accomplis depuis cette réunion, qui s'est tenue le 11 décembre 1998, ont été réalisés essentiellement grâce aux efforts des coordonnateurs dans les différentes régions. La Bulgarie, le Chili, la Gambie, le Japon, le Mexique, le Maroc et les Philippines méritent d'être félicités pour le rôle qu'ils ont joué en assurant la direction des activités menées au niveau régional pour faire face à ce problème.

D'autres mécanismes entrant dans la catégorie des organisations internationales ont largement contribué à relever le défi auquel nous sommes tous confrontés. L'Organisation maritime internationale, l'Organisation internationale de l'aviation civile, l'Agence internationale de

l'énergie atomique, l'Union internationale des télécommunications et d'autres encore ont joué un rôle très utile pour résoudre des problèmes particuliers qui se posent dans leurs secteurs en raison du passage à l'an 2000. Les organisations humanitaires de l'ONU ont également accompli des progrès considérables au cours de l'année écoulée pour se préparer à des urgences éventuelles dues au passage à l'an 2000. De plus, les organisations régionales telles que le forum de la Coopération économique Asie-Pacifique, le G-8, l'Union européenne et l'Organisation des États américains ont joué un rôle important pour appuyer les efforts déployés à l'échelle internationale. Les États-Unis se sont associés à leurs partenaires de la région pour participer à des activités de planification et apporter des corrections en vue du passage à l'an 2000. En travaillant ensemble, nous avons ainsi pu partager la tâche qui consiste à résoudre ce difficile problème.

Alors que nous sommes maintenant à la veille de ce changement d'année, l'importance de la coopération internationale ne saurait être exagérée. Nos voisins seront les premiers à ressentir les effets des éventuels problèmes dus au passage à l'an 2000 que nous pourrions rencontrer et ils seront les premiers à signaler tout problème que nous pourrions expérimenter. Face à ces situations, nos voisins pourront réagir très rapidement, en raison de leur proximité. En dépit des efforts de collaboration et de partage des informations menés à ce jour, il reste encore beaucoup à faire pour nous préparer notamment à faire face aux situations qui pourraient éventuellement se présenter après le changement de date.

Nous ne sommes pas encore arrivés au 1er janvier; il est temps à présent de concentrer notre attention sur les plans de dernière minute pour minimiser les effets de défaillances éventuelles. Il faut également continuer de fournir des informations aux organisations internationales concernées afin qu'elles disposent de données aussi actualisées que possible.

Les États-Unis se réjouissent de poursuivre leur coopération avec d'autres membres de l'Assemblée pour aider d'autres pays et nous-mêmes à procéder aux derniers préparatifs. Tous les pays devraient continuer à travailler dans le cadre des mécanismes internationaux et régionaux à leur disposition pour s'efforcer de se préparer le mieux possible à toute éventualité.

Si les efforts déployés au niveau national sont de la plus haute importance, les efforts d'assistance transfrontières nous aident à reconnaître la nature mondiale du problème. En outre, il est temps que nous encourageons tous le secteur

privé à jouer son rôle sur la scène internationale pour continuer de mettre l'accent sur les plans d'urgence et les mesures préventives et de secours. Le secteur privé a joué un rôle important dans les activités correctives et la mise en commun des informations, qui est essentiel pour les efforts que nous menons. Le secteur privé aura un rôle important à jouer pour apporter les corrections qui pourraient s'avérer nécessaires au début de l'année prochaine.

Alors que nous nous rapprochons de l'échéance inéluctable du 31 décembre, nous devons poursuivre notre démarche prospective et réfléchir aux meilleurs moyens de répondre aux demandes d'assistance technique au cas où des problèmes importants surviendraient. Le Centre de coopération internationale pour le passage à l'an 2000, qui a été créé grâce au financement de la Banque mondiale, à la demande des participants à la première réunion des Nations Unies tenue en décembre dernier, a accepté de servir de mécanisme de coordination en vue d'assurer que les demandes d'assistance technique seront satisfaites en temps voulu et que ces activités seront bien coordonnées. Cela permettra de réduire autant que possible le risque de chevauchement de ces activités et d'assurer une assistance rapide. Les États-Unis encouragent tous les États Membres à mettre à profit ce mécanisme de coordination offert par le Centre et à lui fournir des rapports de situation réguliers selon une formule acceptée par la plupart des coordonnateurs chargés de résoudre les problèmes dus au passage à l'an 2000.

Des réponses efficaces, opportunes et bien organisées aux demandes d'assistance technique non seulement feront la preuve de l'excellent travail réalisé jusqu'ici mais permettront surtout de limiter les perturbations qui pourraient se faire sentir partout dans le monde.

Il en va de même pour l'aide humanitaire. Nous devons être à même de répondre à tout besoin qui pourrait surgir à cause du passage à l'an 2000. Grâce aux mécanismes déjà mis en place, l'ONU et tous les membres de la communauté internationale devront s'efforcer de fournir l'aide voulue en cas de besoin. En outre, nous devons veiller à ce que les organisations humanitaires soient informées de l'existence de rapports fiables sur les situations d'urgence lors du passage à l'an 2000. Comme c'est le cas pour toute aide humanitaire d'urgence, et conformément à la résolution 51/194 de l'Assemblée générale en date du 10 février 1997, les États-Unis encouragent les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les organisations intergouvernementales à diffuser tous les rapports sur les situations d'urgence lors du passage à l'an 2000 sur le site Reliefweb, le premier principal site de l'ONU sur les situations de catastrophe. De même, toutes les organisations

humanitaires devraient suivre de près ces activités en consultant le site <http://www.notes.reliefweb.int>.

L'ONU étant une instance mondiale, nous avons beaucoup travaillé dans ce cadre sur cette question très importante. Il pourrait s'avérer utile que nous réfléchissions à ce que cela signifie pour l'avenir, c'est-à-dire après le passage à l'an 2000. L'étroite coopération et les efforts de coordination enregistrés au cours de ces deux dernières années pourraient fort bien se traduire par des progrès importants dans le traitement des problèmes qui se poseront au niveau des techniques de l'information à l'avenir, notamment dans les pays en développement, ainsi que dans la lutte contre les menaces à la sécurité de l'information, et encourager le commerce électronique. Nous avons constaté les avantages qu'il y a à oeuvrer ensemble et l'excellent travail que nous avons réalisé sur le bogue de l'an 2000 en donnera la preuve si nous sommes en mesure de saisir cette occasion et de mener à bien cet effort en portant notre attention sur les problèmes posés par les nouvelles techniques de l'information qui apparaissent maintenant dans le monde entier.

Je réitère que les États-Unis ont pris le ferme engagement de travailler sur le problème du passage à l'an 2000 en collaboration avec les autres pays de la communauté internationale. Nous tenons à rendre hommage à l'Ambassadeur Percy Metsing Mangoela qui a suivi l'exemple de l'Ambassadeur Kamal en concentrant toute l'activité sur le premier défi du siècle prochain. Nous encourageons vivement tous les pays à poursuivre leur politique d'ouverture en matière d'information, à mettre en commun leurs efforts pour remédier à tout problème et à faire preuve de perspicacité en se préparant à toute situation d'urgence éventuelle. Nous souscrivons sans réserve au projet de résolution dont l'Assemblée est à présent saisie et entendons continuer de coopérer avec tous les membres de l'Organisation sur la problématique du passage à l'an 2000.

M. Forner-Rouira (Andorre) (*parle en anglais*) : Dans le domaine de la technologie informatique, Andorre, depuis son admission à l'Organisation en 1993, a apporté sa contribution. La Mission permanente de la Principauté d'Andorre a proposé en 1994 au Groupe des États d'Europe occidentale et autres États d'étudier la faisabilité d'archiver les documents du Groupe sur ordinateur. Suite au renouvellement de son mandat en 1996, le Président du Gouvernement andorran, M. Marc Forné Molné, est venu aux Nations Unies en mai 1998, pour présenter un programme réalisé par notre Centre national d'informatique, et grâce auquel les archives du Groupe ont enfin pu être informatisées.

À de nombreuses reprises, le Président Forné a offert l'aide de notre pays aux autres groupes régionaux et aux différentes institutions des Nations Unies qui souhaiteraient partager notre expérience dans ce domaine. Tous les efforts ont été faits pour rendre ce système compatible. En Andorre, ce même Centre national d'informatique a déjà vérifié que les 40 000 différents programmes utilisés par le gouvernement sont aussi compatibles 2000. Pendant près de trois ans, le Gouvernement a travaillé avec acharnement pour arriver à l'an 2000 avec la quasi-totalité de ses systèmes au point.

L'année dernière, l'Assemblée générale a adopté la résolution 53/86 par laquelle elle a demandé au Secrétaire général de prendre toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer que tous les ordinateurs du système des Nations Unies sont compatibles 2000. Nous avons lu attentivement le rapport du Secrétaire général et nous félicitons le Secrétariat pour toutes les mesures et initiatives prises à cet effet. Nous l'encourageons à faire un effort supplémentaire pour trouver une solution aux 21 % d'applications qui ont encore besoin d'être corrigées. Nous souhaitons souligner l'excellent travail réalisé pendant deux ans par le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique dirigé par son Président, l'Ambassadeur Kamal, et en particulier la tenue d'une réunion au cours de laquelle des représentants de plus de 120 pays ont pu partager leurs inquiétudes et leurs expériences nationales en ce qui concerne le problème informatique du passage à l'an 2000.

Le 1er janvier 2000 est tout proche. Afin d'évaluer les conséquences potentielles du problème informatique du passage à l'an 2000, il faut considérer les régions du monde qu'il va affecter. D'une part, dans les pays en développement — qui ont moins d'ordinateurs par mile carré, à cause principalement de leur manque de ressources économiques — près de 50 % de la population n'a jamais vu ni utilisé d'ordinateur. Ces pays semblent plus à l'abri des conséquences du problème informatique du passage à l'an 2000 pour la simple raison que leur mode de vie ne dépend pas fondamentalement de la technologie, mais c'est justement cette absence de technologie qui continue de rendre leur vie plus difficile. D'autre part, dans les pays développés qui ont plus d'ordinateurs par mile carré, à 5 ans, un enfant passe déjà une grande partie de son temps devant un écran de jeux vidéo. Il semble moins probable que ces pays soient touchés par le problème informatique du passage à l'an 2000, étant donné que leurs gouvernements ont déjà dépensé des sommes importantes pour se préparer à cette éventualité. Néanmoins, dans ces pays, où le moindre aspect de nos vies est lié à une machine, le problème le plus

insignifiant pourrait nous faire passer des heures à l'aéroport, ou, dans le pire des cas, à l'hôpital; il pourrait également avoir un effet sur nos cartes de crédit et réduire ainsi notre capacité à acheter des articles de première nécessité.

Ce paradoxe mérite un examen plus approfondi. Au cours de ce siècle, l'humanité a dépensé beaucoup d'énergie et d'argent pour élaborer de nouvelles technologies susceptibles d'améliorer son bien-être. Néanmoins, et précisément à cause de cette quête, l'écart entre les pauvres et les riches se creuse de plus en plus et nous devenons de moins en moins sensibles aux souffrances d'autres personnes sur la planète. Peut-être avons-nous sous-estimé ou mal compris la question, et nous aurions dû partager nos progrès technologiques avec ceux qui ne disposent pas de technologie avant de continuer d'avancer.

Comme l'a déclaré le Président Forné, le monde du nouveau millénaire sera «un monde qui engendrera un nouveau groupe de personnes marginalisées : ceux qui sont géographiquement handicapés, qui ont moins de ressources économiques ou qui n'ont pas la capacité culturelle d'accéder à l'information et de transformer celle-ci en qualifications utiles». Pour éviter cela nous devons non seulement promouvoir l'éducation mais aussi partager ce que nous avons appris jusqu'à présent. Le transfert d'informations est une question essentielle pour l'élimination des inégalités.

Le problème informatique du passage à l'an 2000 n'est pas la fin du monde; c'est seulement la fin d'un millénaire. Nous devons tendre la main de toutes les personnes qui se trouvent sur terre et faire du 1er janvier prochain un point de départ pour la coopération entre nous.

M. Stuart (Australie) (*parle en anglais*) : Ma délégation est heureuse de pouvoir prendre la parole sur le point relatif aux incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000, et nous nous félicitons du rapport du Secrétaire général. Nous souhaitons remercier l'Ambassadeur Mangoela et l'Ambassadeur Kamal des efforts qu'ils ont déployés pour amener le système des Nations Unies à se concentrer sur le problème informatique du passage à l'an 2000.

L'Australie apprécie le rôle actif que les Nations Unies ont joué pour faciliter la coopération internationale dans l'examen du problème informatique posé par le passage à l'an 2000. Il faut, en particulier, reconnaître la contribution du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique, du Centre de coopération inter-

nationale pour l'an 2000, que dirige M. Bruce McConnell, et le travail des institutions spécialisées des Nations Unies, telles que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

L'Australie a vigoureusement appuyé la résolution 53/86 sur la coopération internationale relative au problème informatique posé par le passage à l'an 2000. Nous avons participé aux deux réunions des coordonnateurs à l'échelle nationale pour résoudre le problème informatique posé par le passage à l'an 2000 organisées par le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique et au deuxième sommet mondial sur ce même problème à Manille, en mars 1999. Nous avons travaillé en collaboration étroite avec nos partenaires régionaux, notamment au colloque organisé à Singapour par l'Association de coopération économique Asie-Pacifique, en avril 1999, et à la réunion régionale asiatique des coordonnateurs à Tokyo, en septembre dernier. Tout au long de l'année, les ministres australiens ont régulièrement discuté du problème informatique posé par le passage à l'an 2000 avec un grand nombre de leurs collègues étrangers. En outre, le Gouvernement australien et l'industrie ont collaboré étroitement avec leurs partenaires régionaux sur ce problème au niveau de l'infrastructure transnationale, en particulier de l'aviation, de la navigation, de l'énergie et des télécommunications. L'Australie a été heureuse d'apporter son aide aux pays insulaires du Forum du Pacifique et de se concentrer sur l'identification des problèmes informatiques posés par le passage à l'an 2000 dans des domaines sectoriels stratégiques.

En Australie, les efforts de coopération entre le Gouvernement et l'industrie nous ont permis de prendre des dispositions générales pour faire face au problème. Celles-ci ont été citées comme des modèles.

En tant que coordonnateur régional, le Japon a examiné avec le Centre de coopération internationale pour l'an 2000 et avec ses partenaires de la région Asie-Pacifique, la possibilité d'aider les pays en développement dans notre région, par le biais du Programme des Nations Unies pour le développement, à faire face aux problèmes informatiques qui se poseront éventuellement après le changement de date. À cet effet, l'Australie serait heureuse d'envisager comment elle peut fournir une aide technique. Il est évident que le type d'aide requis dépendrait beaucoup de l'étendue et de la nature des problèmes identifiés. L'Australie a contribué à une initiative récente de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique visant à identifier les relations

entre le gouvernement et le secteur privé dans les domaines d'une grande importance pour le secteur transfrontalier. Ces relations pourraient servir à identifier l'ampleur de l'appui technique à fournir.

L'Australie sera l'un des premiers pays à entrer dans l'an 2000 et nous sommes conscients que notre expérience a suscité un certain degré d'intérêt partout dans le monde. L'information concernant la progression de l'Australie quant au passage à l'an 2000 sera collectée, coordonnée et publiée par un Centre national de coordination pour l'an 2000 qui sera en place du 31 décembre 1999 au 7 janvier 2000. Le Centre national de coordination pour l'an 2000, à Canberra, fera partie d'un réseau de centres gouvernementaux établis dans toutes les grandes villes.

Au cours de ses 24 premières heures d'opération le Centre de coordination aura pour rôle essentiel de préparer des bulletins nationaux sommaires établis sur la base d'informations reçues des gouvernements de l'État et des territoires et du secteur privé. Le 1er janvier ces bulletins nationaux rendront compte de la situation à 4 heures, 10 heures et 15 heures. Les rapports publiés par le centre seront affichés sur le site Web www.y2kaustralia.gov.au, et seront fournis à la page Web du Centre de coopération internationale pour l'an 2000 consacrée à la surveillance mondiale de la situation.

L'Australie est heureuse d'appuyer activement les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour encourager la communauté internationale à prêter attention aux répercussions transfrontières du passage à l'an 2000, pour faciliter des contacts directs de secteur à secteur et pour exhorter tous les gouvernements à fournir au public des informations détaillées sur l'état de préparation du pays. Nous appuyons les efforts des Nations Unies pour collaborer avec les partenaires régionaux afin d'intensifier la coopération pour la planification d'urgence et pour coopérer sur des mécanismes appropriés en vue d'informer rapidement le public si des problèmes se produisent au cours de la période concernée.

Le rôle de l'ONU pour faciliter la coopération internationale sur ces questions se prolonge bien sûr au-delà de l'an 2000. Des progrès considérables ont été réalisés, en particulier au cours des six derniers mois, pour ce qui est de la préparation internationale, y compris la planification d'urgence. Il est encore très difficile d'évaluer quel sera l'impact des problèmes internationaux. Leur durée et leur gravité dépendront du niveau de mesures correctrices qui seront prises, de l'intégrité des tests, de la nature et de l'efficacité des plans d'urgence mis au point et de la capa-

cités des principaux secteurs de service dans les différents pays de reprendre leurs opérations rapidement. Dans de nombreux pays l'impact des problèmes pourrait être limité ou négligeable, mais dans certains autres pays il pourrait être plus sévère.

Bien que certains problèmes du passage à l'an 2000 vont sans doute se manifester au début de l'an 2000, de nombreux experts internationaux s'attendent à ce que l'incidence et l'impact de ces problèmes se fassent ressentir pendant toute la première moitié de l'année. Il sera donc important que les États Membres continuent de travailler ensemble pour informer rapidement le public des problèmes au fur et à mesure qu'ils se poseront pendant cette période. Il sera également important que les États Membres maintiennent leur étroite coopération pour relever tout défi qui se présenterait au cours de l'an 2000.

M. Hughes (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) :
À 5 h 45 le matin du 1er janvier 2000, le soleil commencera à se lever sur la côte est de la Nouvelle-Zélande. La ville néo-zélandaise la plus à l'est, Gisborne, sera littéralement la première ville à voir la lumière du nouveau millénaire. La Nouvelle-Zélande a 13 heures d'avance sur l'heure de Greenwich et 18 heures d'avance sur l'heure de New York. La transition au nouveau millénaire fait l'objet de beaucoup d'anticipation dans le monde. Il est ironique cependant que ce nouveau millénaire apporte une menace que nous avons créée nous-mêmes : le «bogue du millénaire».

La lutte que le monde entier mène contre ce bogue prouve bien que la dépendance à l'égard de la technologie n'est pas simplement un phénomène qui touche le monde développé. Tous les pays sont aux prises avec le problème du passage à l'an 2000 et ils se sont tous rendus compte du rôle important que les petites puces électroniques jouaient dans leurs vies.

L'Organisation des Nations Unies a été la première à sensibiliser au problème et à aider les nations à y faire face. Le rapport du Secrétaire général qui figure au document A/54/525 résume les mesures prises par l'Organisation elle-même, et en conjonction avec les États Membres. Ma délégation voudrait féliciter le Groupe de travail sur l'informatique, et en particulier les Ambassadeurs Mangoela et Kamal, d'avoir élaboré un projet de directives récapitulant les meilleures pratiques permettant d'apprécier et de régler le problème du passage à l'an 2000 et d'établir des plans d'intervention d'urgence aux niveaux national et international.

Les propres efforts de planification de la Nouvelle-Zélande se sont orientés dans la même direction. Un comité national, la Commission pour la préparation au passage à l'an 2000, a la tâche principale de coordonner les activités de sensibilisation. Une étude récente a indiqué que 99 % du public était conscient du problème et que les deux tiers d'entre eux avaient déjà fait des plans pour régler les problèmes localisés, à court terme qui pourraient se produire.

Les entreprises commerciales sont également bien préparées. Environ 87 % d'entre elles estiment avoir fait tout ce qu'il fallait pour assurer les services essentiels à leurs clients. Tout aussi important, les fournisseurs de services tels que l'électricité et les télécommunications ont confiance en leurs préparatifs et s'attendent tout au plus à de légères perturbations.

La Commission pour la préparation a également joué un rôle clef pour assurer le partage des informations et des expériences entre les secteurs et avec le gouvernement. Des contrôles indépendants des départements gouvernementaux ont été réalisés tout au long de l'année 1999 et les ministres ont publié leurs résultats pour démontrer le haut degré d'état de préparation des agences centrales et locales.

La Nouvelle-Zélande a également considéré la dimension régionale de la question. Nous avons travaillé avec nos voisins de l'Asie et du Pacifique à élaborer des démarches communes pour réduire les risques auxquels nous sommes confrontés. C'est à Auckland que les dirigeants de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique ont fait état de leur engagement prioritaire à l'égard de la planification d'urgence, en particulier pour ce qui est des questions transfrontières et des secteurs cruciaux comme par exemple les finances, les télécommunications et la distribution d'énergie. La Nouvelle-Zélande est tout à fait favorable à cette approche.

Plusieurs donateurs ont déjà fourni des conseils et une assistance aux petits États insulaires vulnérables du Pacifique Sud relativement à ces questions. Si notre aide est requise pour traiter les problèmes urgents qui pourraient se présenter au cours de la nouvelle année, nous sommes prêts à fournir les ressources et capacités dont nous disposons dans le cadre de notre programme d'aide publique au développement.

La Nouvelle-Zélande sera le point de mire du monde entier pendant les premières heures de l'an 2000, non pas seulement parce que les médias internationaux permettront à des millions de personnes de partager avec nous le pre-

mier lever de soleil, mais aussi parce que nous pouvons faire percevoir les effets possibles du «bogue du millénaire» sur une infrastructure qui dépend de l'informatique, et peut-être donner à d'autres quelques heures de préavis fort utiles.

Nous avons mis en place des procédures détaillées pour évaluer l'impact sur la Nouvelle-Zélande du passage à l'an 2000. Le Ministère de la gestion des situations d'urgence va assumer une fonction de suivi des incidents nationaux et il recueillera des informations par le biais d'un système de surveillance des incidents nationaux pour les envoyer au Centre sur l'état de préparation nationale à Wellington. Ce centre a la responsabilité d'assurer que pendant la transition et au-delà le statut de la Nouvelle-Zélande sera régulièrement évalué et communiqué au gouvernement, aux principaux secteurs de l'économie, aux médias et au public néo-zélandais.

De 22 heures le 31 décembre à 6 heures le 2 janvier, la Commission pour la préparation au passage à l'an 2000 et le Ministère de la gestion des situations d'urgence auront des sites communs sur Internet contenant des rapports régulièrement actualisés avec des commentaires généraux sur la performance de la Nouvelle-Zélande. Ces sites indiqueront également la situation dans les secteurs clefs de l'économie; ils indiqueront si les services essentiels ont été perturbés; si ces perturbations sont mineures ou graves; et combien de temps on estime qu'il faudra pour rétablir les services. Les adresses sur site Web sont indiquées dans la copie de cette déclaration que nous faisons distribuer. Nous avons envoyé à toutes les missions les détails de ces procédures dans notre note en date du 9 novembre 1999.

Des informations semblables seront également communiquées au Centre de coopération internationale pour l'an 2000 à Washington, DC, dont le représentant des États-Unis a parlé ce matin. D'autres gouvernements et les médias pourront avoir accès à ces informations. L'Organisation des Nations Unies et les États-Unis qui accueillent ce centre doivent être félicités de leur réaction positive lorsque la première réunion de coordonnateurs de l'ONU a reconnu la nécessité d'un tel point de coordination mondial. Le Centre jouera un rôle essentiel pour donner aux États Membres une vue d'ensemble de la réaction du monde face au «bogue du millénaire».

Le projet de résolution dont nous sommes saisis aujourd'hui souligne la nécessité d'une coopération internationale pour assurer une réaction efficace et dans les délais voulus face au problème du passage à l'an 2000. Ce problème n'a pas été prévu par les fondateurs de l'Organisation mais c'est un problème véritablement mondial que le

système des Nations Unies est bien placé pour essayer de résoudre grâce à l'ensemble de mesures énoncées dans le rapport du Secrétaire général : échange d'information, de connaissances et de compétences; participation du secteur privé et de la société civile; recours à des mécanismes régionaux et préparation à intervenir en cas d'urgence humanitaire qui pourrait résulter de pannes graves liées au passage à l'an 2000.

La Nouvelle-Zélande compte bien s'associer au consensus sur ce projet de résolution et collaborer avec les autres États Membres pour trouver une solution au problème du passage à l'an 2000.

M. Tchoukov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La délégation russe se félicite du rapport préparé par le Secrétaire général sur les mesures prises au sein des organismes des Nations Unies et avec les États Membres afin de résoudre le problème informatique du passage à l'an 2000. Nous avons pris connaissance avec beaucoup d'intérêt des informations détaillées données sur l'état de préparation des différentes divisions de l'ONU, des organisations internationales et de son réseau de bureaux extérieurs dans le monde entier.

Il est difficile de surestimer le rôle qu'a joué le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique du Conseil économique et social pour mieux faire connaître aux pays le problème informatique du passage à l'an 2000.

Les réunions sans précédent des coordonnateurs nationaux pour le passage à l'an 2000 qui ont eu lieu au cours des deux dernières années ont permis à des experts de plus de 150 pays de communiquer directement, d'échanger leurs expériences et d'examiner les mesures communes qui permettraient de se préparer au passage informatique à l'an 2000.

Nous apprécions vivement les activités du sous-groupe technique du Groupe de travail, dirigé par l'ancien représentant permanent du Pakistan, M. Kamal et par le représentant permanent du Royaume du Lesotho, M. Mangoaela qui ont veillé à la mise en oeuvre d'un certain nombre de mesures destinées à améliorer l'accès des États Membres aux documents de l'ONU et aux bases de données de ses diverses divisions. Le travail du sous-groupe a eu pour résultat important de permettre un raccordement gratuit à Internet pour la majorité des missions permanentes à New York.

La solution au problème de pannes éventuelles des systèmes informatiques lors du passage à l'an 2000 est considérée par la Fédération de Russie comme une tâche prioritaire pour l'État. Pour préparer les réseaux d'ordinateurs en Russie au changement de millénaire, le Président et le gouvernement ont promulgué les décrets appropriés. Les travaux avancent conformément au plan d'action national tendant à faire face au problème posé par le passage à l'an 2000 dans la Fédération de Russie, mis au point par une commission gouvernementale chargée de ce problème. Une structure verticale a été établie pour réaliser ces tâches. Les autorités fédérales, locales et municipales ont formé des commissions et des groupes de travail pour traiter ce problème. Elles travaillent également au niveau sectoriel et intersectoriel dans les entreprises et dans les sites. Un réseau de ces organes a été établi en premier lieu dans les domaines industriels les plus vulnérables, comme, par exemple, ceux du pétrole et de l'énergie, les transports, les finances, les services sociaux, les télécommunications et la défense.

La base méthodologique globale permettant de faire face au problème du passage à l'an 2000 a été mise au point et portée à l'attention des directeurs et du personnel technique. Afin de mieux faire connaître le problème au public et de préparer la population au passage informatique à l'an 2000, une série de programmes de radio et télévision a été diffusée et un certain nombre de publications sont apparues dans la presse. Notre pays fait tout son possible pour éviter les conséquences négatives de la transition ou faire en sorte de réduire leur probabilité.

Nous connaissons la préoccupation de la communauté internationale relativement au problème du passage à l'an 2000 dans le domaine de l'énergie nucléaire, question à laquelle la Russie s'intéresse tout autant que d'autres, pour des raisons évidentes. Un travail intensif est réalisé dans notre pays dans ce domaine. On peut citer comme exemple la centrale nucléaire de Kola dont l'état de préparation pour l'an 2000 a été évalué et reconnu par des commissions spécialisées, avec la participation d'experts des États-Unis en septembre 1999, et de représentants de l'Union mondiale des exploitants nucléaires en novembre 1999, qui se sont déclarés satisfaits.

Le processus de préparation au nouveau millénaire dans le domaine de l'énergie et des combustibles en général se poursuit avec succès en Russie et nous pourrions honorer nos obligations internationales en matière de livraison de gaz et de pétrole. Dans ce domaine, nous avons adopté certaines mesures et procédons par exemple au perfectionnement des circuits de stockage, à des tests d'urgence et à

la coordination du fonctionnement des systèmes d'oléoducs avec les pays de la Communauté des États indépendants, des États baltes et de l'Europe de l'est.

Nous sommes aussi conscients de la préoccupation de la communauté internationale relativement à l'aspect militaire du problème posé par le passage à l'an 2000. Nous avons entrepris différentes mesures dans ce sens avec nos partenaires aux niveaux multilatéral et bilatéral. Nous nous sommes en particulier entendus avec les États-Unis pour établir un courant direct de communication entre les centres de maintien de la stabilité stratégique relativement au problème du passage à l'an 2000. En septembre de cette année, les Ministres de la défense de nos deux pays ont signé une déclaration commune sur l'établissement d'un centre de stabilité stratégique pour l'an 2000 à Colorado Springs. En octobre des consultations ont eu lieu en Russie avec le Royaume-Uni sur les aspects militaires de la solution au problème posé par la transition des systèmes informatiques au nouveau millénaire.

La Russie a également participé à la discussion sur le problème de l'an 2000 aux sommets du G-8 à Birmingham en 1998 et à Cologne en 1999, et cette année à différentes réunions du Groupe d'experts du G-8 sur cette question en Allemagne et en Italie. Pendant ces réunions, les parties ont échangé des informations et des opinions sur l'état des progrès réalisés pour faire face à ce problème et surmonter les conséquences négatives d'éventuelles perturbations informatiques. Ainsi, nous pouvons déclarer avec confiance que la Russie est prête dans l'ensemble en ce qui concerne le passage des systèmes d'information au nouveau millénaire et prête à surmonter les conséquences négatives qui pourraient en découler.

En conclusion, la délégation russe est prête à appuyer le projet de résolution qui figure au document A/54/L.61.

M. Jacob (Israël) (*parle en anglais*) : On avait beaucoup espéré que la révolution dans le domaine technologique et dans celui des télécommunications comblerait les fossés qui nous séparent. Nous avons espéré que l'an 2000 marquerait le début d'un monde interconnecté et effacerait les vieilles divisions entre ceux qui sont nantis ou démunis en fonction de leur emplacement géographique.

Mais aujourd'hui, alors que nous prenons connaissance des informations qui nous proviennent d'un peu partout dans le monde ainsi que des réunions des coordonnateurs nationaux pour le passage à l'an 2000, un message inquiétant nous parvient au sujet du bogue de l'an 2000. Il menace d'élargir technologiquement les fissures mêmes que

nous espérons refermer et de creuser encore davantage le fossé entre les nations. Si ces rapports sont exacts, nous pouvons penser que certains des principaux dangers du bogue de l'an 2000 — la menace qu'il fait peser sur l'industrie voire sur la vie humaine — n'auront absolument pas encore été réglés lorsque les douze coups de minuit frapperont.

Nous voudrions joindre notre voix à celles des nations qui préconisent de faire porter l'accent, dorénavant, sur les efforts qui devront être faits pour rétablir une situation normale dans les premiers mois de la nouvelle année. Nous saluons le modèle proposé dans le rapport du Secrétaire général sur les mesures prises au sein du système des Nations Unies et avec les États Membres afin de résoudre le problème informatique du passage à l'an 2000, qui prévoit de cerner les opérations essentielles de l'Organisation présentant un risque de défaillance.

On ne pourra guère célébrer le nouveau millénaire s'il amène avec lui une série de catastrophes où que ce soit dans le monde. De même que nous ne pouvons pas compter entièrement sur l'informatique pour faire tomber tous les obstacles dans le monde, nous n'osons pas compter sur ses seules innovations pour prévenir une catastrophe. Je le répète : il faut dorénavant mettre en priorité l'accent sur les mesures d'urgence à prendre en parallèle, en dehors du domaine informatique proprement dit. Groupes électrogènes, alimentations électriques de secours, campagnes de sensibilisation du public, coordination internationale — tout cela est désormais aussi essentiel que toute mesure corrective.

Une enquête menée par le Comité israélien de coordination pour le bogue du millénaire s'est penchée sur les domaines qui, dans toute infrastructure nationale, sont les plus susceptibles d'être touchés et de nécessiter une intervention, même avec des efforts de préparation. Les zones d'alerte sont : les compagnies d'électricité, les ressources en eau, toutes les catégories de transports et le matériel hospitalier. Ne pas se pencher en priorité sur ces domaines serait risquer de courir à la catastrophe. C'est pourquoi les organes chargés de ces secteurs de l'infrastructure nationale devraient avoir un rôle central dans le processus de planification.

De cette tribune j'invite les États Membres à se joindre à nous au cours des prochains mois dans les efforts d'entraide multinationaux visant à s'épauler mutuellement en cas de crise et à réparer tout dégât éventuel. Espérons que nous pourrions célébrer la nouvelle année et le début du nouveau millénaire dans la confiance et la tranquillité d'esprit, et que nous verrons l'aube d'une nouvelle ère dans laquelle la

technologie permettra de combler les différences et non de les créer.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur dans le débat sur cette question. L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/54/L.61, tel que révisé oralement.

J'informe l'Assemblée que depuis la présentation du projet de résolution, les pays suivants s'en sont également portés coauteurs : Antigua-et-Barbuda, Australie, Belgique, Bulgarie, Espagne, États-Unis, Finlande, Gabon, Grèce, Inde, Irlande, Italie, Maurice, Norvège et Royaume-Uni.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/54/L.61, tel que révisé oralement?

Le projet de résolution, tel que révisé oralement, est adopté (résolution 54/114).

Le Président (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 45 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 174 de l'ordre du jour

Célébration internationale de la Journée du Vesak

Projet de résolution (A/54/L.59)

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de Sri Lanka, qui va nous présenter le projet de résolution A/54/L.59.

M. De Saram (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation sri-lankaise, j'ai le grand honneur aujourd'hui de présenter à l'Assemblée générale le projet sur le point intitulé «Célébration internationale de la Journée du Vesak».

Dans la déclaration qu'il a faite à l'Assemblée générale lors du débat général, le 23 septembre dernier, le Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka, l'Honorable M. Lakshman Kadirgamar, a fait part à l'Assemblée, conformément à une décision prise lors d'une conférence bouddhiste internationale tenue à Sri Lanka, de l'espoir — ultérieurement repris par le Gouvernement sri-lankais — que l'Organisation des Nations Unies pourrait permettre la célébration au niveau international de la Journée du Vesak, jour le plus sacré du calendrier de plusieurs centaines de

millions de personnes qui, dans nombre de pays et régions du monde, suivent les enseignements du Bouddha.

Alors que le présent millénaire tire à sa fin, et que le monde attend et prépare l'arrivée du nouveau millénaire, l'ONU peut souhaiter commémorer, espérait-on, les enseignements datant de deux millénaires et demi de celui qu'on appelle Bouddha, l'Éveillé, qui croyait et enseignait que le soulagement réel et complet des souffrances de la condition humaine se trouve dans une compréhension et une maîtrise de soi véritables et totales et dans la purification de ses propres pensées et désirs, et que cet état d'esprit mène au chemin de la compassion et au service des autres, et à un état de bonheur véritable et total. «On peut conquérir des millions dans une bataille, mais qui se conquiert soi-même est le plus grand des conquérants» — c'était là l'un des enseignements du Bouddha, d'après les chroniques. Les enseignements du Bouddha ont apporté et apportent encore aujourd'hui, compréhension, bonheur et réconfort à des millions de personnes, au départ dans les pays de l'Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est, mais aujourd'hui également à des millions d'autres personnes dans d'autres pays et d'autres régions du monde.

L'Assemblée générale, par le caractère universel de ses Membres et par l'universalité de son mandat, a déjà par le passé reconnu un grand nombre des préoccupations diverses de notre monde complexe. Ce faisant, l'Assemblée générale a agi, sachant que les peuples de toutes les régions du monde se tournent avec ferveur vers l'ONU, en particulier vers l'Assemblée générale, pour qu'au moins elles prennent acte de leurs préoccupations, de leurs espoirs et de leurs croyances.

C'est dans cet esprit que la Conférence bouddhiste internationale tenue à Sri Lanka s'est tournée vers l'ONU pour obtenir la reconnaissance internationale de la Journée du Vesak, le jour de la pleine lune du mois de mai chaque année, au cours de laquelle plus de 150 millions de bouddhistes dans le monde commémorent la naissance du Bouddha, son illumination et son décès.

Le Bouddha est né dans une maison royale, jouissant de biens matériels et de privilèges; il était le Prince Siddhartha Gautama, au VI^e siècle avant le début de l'ère chrétienne, et vivait à Lumbini, localité maintenant située dans l'État moderne du Népal. Il fut tellement préoccupé par les souffrances de l'humanité qu'il renonça aux biens matériels et aux privilèges auxquels il avait eu droit de par sa naissance, et se consacra, soutenu seulement par ce qui est strictement nécessaire à la vie, par la pensée et la réflexion, à des années d'errance et de réflexion, recherchant une

compréhension complète et vraie, pour lui-même, des souffrances de la condition humaine, une compréhension complète et vraie de la façon dont il serait possible de soulager vraiment et complètement les souffrances humaines.

La vie du Bouddha et son exemple ont tellement ému ses contemporains que ses enseignements ont été notés et transmis de siècle en siècle. Ils ont ému le grand Empereur guerrier Asoka, en Inde, au III^e siècle avant l'ère chrétienne, qui a renoncé aux guerres et aux conquêtes pour se vouer aux enseignements du Bouddha. C'est le grand Empereur Asoka qui a envoyé son fils Mahinda et sa fille Sanghamitta à Sri Lanka porteurs des enseignements du Bouddha. Sanghamitta a également apporté avec elle à Sri Lanka une jeune pousse de l'arbre sacré Bo, sous lequel le Bouddha s'était assis pour enseigner, réfléchir et méditer près de trois siècles plus tôt.

La jeune pousse de l'arbre sacré et les enseignements du Bouddha se sont épanouis à Sri Lanka pendant les milliers d'années qui ont suivi, jusqu'à aujourd'hui. L'arbre issu de la jeune pousse, maintenant l'arbre sacré Bo d'Anuradhapura, à Sri Lanka, existe toujours et est aimé, vénéré ou respecté par tous les Sri-Lankais, qu'ils soient bouddhistes ou qu'ils suivent les autres grandes religions de notre terre : l'hindouisme, le christianisme et l'islam. C'est un arbre sacré, qui rassemble et unit les fidèles de toutes les fois et de toutes les religions dans un esprit de compréhension et de tolérance religieuses qui, nous l'espérons, continuera de grandir à Sri Lanka tout au long des prochains millénaires.

Les auteurs du projet de résolution présenté à l'Assemblée générale, et je les remercie ici chaleureusement tous de leur soutien, souhaiteraient vraiment que l'Assemblée, en l'adoptant, reconnaisse la Journée du Vesak comme la journée la plus sacrée du bouddhisme, qui est commémorée par des centaines de millions de bouddhistes dans le monde entier, et permette que des dispositions soient prises pour que cette journée soit observée au Siège des Nations Unies et dans d'autres bureaux de l'Organisation. De telles dispositions seraient prises en consultation avec le Secrétaire et avec les missions permanentes et les délégations qui désirent y participer, afin de s'assurer qu'elles sont appropriées et n'entraînent aucun coût pour les Nations Unies.

Au nom de tous les coauteurs du projet de résolution, j'ai l'honneur d'être en mesure aujourd'hui de vous recommander chaleureusement le projet de résolution sur la Célébration internationale de la Journée du Vesak. Les coauteurs du projet de résolution A/54/L.59 sont les déléga-

tions suivantes : Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chili, Chypre, Espagne, Fédération de Russie, Grenade, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, Seychelles, Slovaquie, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande et Ukraine. Les délégations suivantes ont également demandé à être ajoutées à la liste des coauteurs : Grèce, Maurice, Norvège et Turquie.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Thaïlande.

M. Wirasamban (Thaïlande) (*parle en anglais*) : C'est un privilège de prendre la parole sur le point à l'ordre du jour, intitulé «Célébration internationale de la Journée du Vesak», au titre de représentant du plus grand royaume bouddhiste du monde, devant notre famille de nations religieusement diverses. Pour les bouddhistes du monde entier, la Journée du Vesak, ou Visakha en langue thaïe revêt une importance particulière. En effet, elle marque le jour où trois événements importants se sont produits dans la vie du Bouddha : sa naissance, son illumination et son décès. C'est donc le jour le plus important du bouddhisme.

La Thaïlande, avec beaucoup d'autres pays représentant la grande diversité des croyances de l'humanité, est fière d'être coauteur de ce projet de résolution sur la célébration internationale de la Journée du Vesak au Siège des Nations Unies et dans d'autres bureaux des Nations Unies. Nous demandons à l'Assemblée générale d'accorder une reconnaissance internationale à la Journée du Vesak et de prendre les dispositions appropriées pour que la Journée soit célébrée au niveau international à l'ONU, sans qu'il en coûte rien à l'Organisation.

Le message universel de paix, de bonne volonté et de compassion prêché par le Seigneur Bouddha il y a plus de 2 500 ans n'a jamais été plus pertinent qu'aujourd'hui. La compréhension, la gentillesse à l'égard des autres êtres humains et la compassion sont les signes distinctifs de la foi bouddhique. Le bouddhisme a toujours mis l'accent sur la voie de la résolution pacifique des différends entre personnes ou communautés. Il faut éviter toute compétition excessive. La violence sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations est évitée. De manière générale, donc, le bouddhisme est synonyme de paix.

Le bouddhisme étant l'expression profonde de la liberté de choix individuelle et de la vénération de la diversité de la pensée humaine et des idées, il rejette l'imposition des idées aux autres. La tolérance est un élément central du

bouddhisme. En Thaïlande, la tolérance, surtout religieuse, est consacrée dans notre Constitution et surtout enracinée dans le mode de vie thaïlandais. Nous sommes fiers d'avoir des croyants de toutes les religions — Bouddhistes Musulmans, Chrétiens, Hindous et Sikhs — coexistant pacifiquement dans notre pays, avec S. M. le Roi de Thaïlande comme le Garant de toutes les fois.

Enfin, le bouddhisme prêche la modération. «La voie de la modération» comme l'appellent les Bouddhistes, est un mode de vie qui cherche à éviter les excès de l'extrémisme. Le sens de la modération sert de fondement aux actions des Bouddhistes les uns à l'égard des autres, et nous espérons qu'il protège contre les excès qui, trop souvent, existent dans notre village mondial.

L'Organisation des Nations Unies s'enorgueillit d'être une organisation universelle encourageant le respect de la diversité des idées et croyances dans le monde. Le dialogue entre les civilisations n'est qu'une manifestation de ce respect pour la diversité. Celui-ci doit se refléter dans la nature universelle de l'Organisation pour accorder la reconnaissance au bouddhisme, l'une des plus anciennes religions du monde, et aux millions de personnes qui pratiquent cette religion partout dans le monde.

Je demande donc aux États Membres d'appuyer le projet de résolution sur la célébration internationale de la Journée du Vesak au siège de l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres bureaux des Nations Unies. Ce geste modeste mais hautement symbolique permettrait non seulement d'accorder reconnaissance et respect au bouddhisme et aux millions de Bouddhistes dans le monde, mais aussi de réaffirmer notre ferme attachement au principe de respect de la diversité que les Nations Unies et nous-mêmes, Bouddhistes, prônons.

Mme Lee (Singapour) (*parle en anglais*) : Ma délégation estime que l'examen de ce point de l'ordre du jour constitue une marque de respect pour Bouddha, un grand maître spirituel de compassion et d'humanité, dont les enseignements guident et inspirent près d'un quart de la population mondiale. En fait, nous nous inspirons de ses enseignements dans nos efforts constants au sein des Nations Unies pour réaliser la paix et le respect des valeurs de tous.

La Journée du Vesak, ou le Festival des fleurs comme on l'appelle parfois, est également célébrée à Singapour et constitue l'un de nos quatre festivals les plus connus. Près d'un tiers de la population de Singapour est bouddhiste. La Journée du Vesak est une journée fériée à Singapour,

permettant à la population de Singapour d'autres religions telles que l'Islam, le Christianisme et l'Hindouisme de s'associer aux festivités de leurs amis bouddhistes. Cette célébration d'une variété de religions coexistant à Singapour reflète également la diversité des races vivant en harmonie.

Ma délégation salue donc l'initiative pour diverses raisons. Premièrement, c'est une affirmation appropriée de l'action des Nations Unies à l'approche du troisième millénaire. En effet, l'Assemblée générale a proclamé l'année 2000 comme l'Année internationale pour la culture de la paix et proclamé la décennie 2001 à 2010 comme la Décennie internationale pour une culture de paix et de non-violence au profit des enfants du monde. Un des grands principes des enseignements de Bouddha est la promotion de la paix et de la non-violence.

Deuxièmement, cette initiative nous donne l'occasion de tracer la voie à une autre décision de l'Assemblée générale. Les Nations Unies ont également proclamé 2001 comme l'Année des Nations unies pour le dialogue entre les civilisations. Par cette reconnaissance internationale de la Journée du Vesak, d'autres civilisations peuvent mieux connaître la civilisation et la culture bouddhistes, qui peuvent contribuer à une compréhension mutuelle accrue entre nous tous. L'interaction sans cesse croissante entre les peuples des différentes croyances rend impérative une connaissance approfondie des cultures et des civilisations. Les civilisations ont toujours été enrichies par l'échange de connaissances et les arts. Comme Bouddha lui-même l'a dit,

«Il n'y a pas de problème dans la vie qui ne peut être réglé par une bonne compréhension et des efforts méritoires. Chaque problème, aussi complexe soit-il, contient en lui-même les moyens de sa propre solution».

Troisièmement, l'initiative représente notre souhait collectif d'apprécier la diversité, dans nos efforts de découverte des valeurs communes. Il ne fait pas de doute que la mondialisation des techniques, des finances et de l'information a fait que dans les différentes régions du monde, les citoyens sont directement affectés par les actions des uns et des autres. Mais une interaction électronique plus rapide ne signifie pas automatiquement une meilleure compréhension des diverses cultures et le respect mutuel. D'autres mesures doivent être prises à titre complémentaire. Dans une organisation aussi diverse que l'ONU, seuls l'interaction entre les peuples des différentes fois et cultures, la compréhension et le respect des diverses civilisations peuvent conduire à une approche commune face aux questions internationales. De ce fait, ce point de l'ordre du jour constitue une autre

mesure pour l'enrichissement des Nations Unies et de toute l'humanité.

M. Ali (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je voudrais d'abord associer la délégation du Bangladesh à la déclaration faite par le représentant de Sri Lanka sur la célébration internationale de la journée du Vesak. Ma délégation a le privilège d'intervenir sur ce point.

Ma délégation a eu l'honneur de parler sur ce point au sein du Bureau, le 1er décembre 1999, lorsque les membres du Bureau se sont réunis pour examiner l'inscription à l'ordre du jour de la cinquante-quatrième session de la question intitulée «Célébration internationale de la Journée du Vesak». Nous sommes heureux que le Bureau ait pu recommander l'inscription de cette question et que l'Assemblée générale ait ensuite donné son accord par consensus. Le Bangladesh s'était déjà associé à d'autres pour proposer l'inscription de ce point, par le biais d'une lettre cosignée.

En Asie et dans d'autres régions du monde, les citoyens célèbrent la Journée du Vesak pour marquer la journée la plus sacrée du bouddhisme. Des millions de bouddhistes dans le monde entier célèbrent ce jour-là la naissance du Bouddha, son illumination et son décès.

Le Bangladesh est lié historiquement à la civilisation bouddhiste. Nous avons une population bouddhiste importante. Au niveau national, les fêtes bouddhistes comme la Journée du Vesak — Bouddha Purnima, dans notre langue — donnent lieu à des jours fériés.

À l'aube d'un nouveau millénaire, il est opportun que l'organisation mondiale envisage aujourd'hui de célébrer la Journée du Vesak. Cela nous donnera l'occasion de revivre les enseignements ancestraux sublimes du Bouddha, destinés à apporter et à apprécier le bonheur et le réconfort dans le monde. Nous sommes heureux que l'Assemblée générale reconnaisse la Journée du Vesak comme étant un jour sacré. Nous sommes également heureux que des dispositions seront prises pour que la Journée du Vesak soit célébrée au Siège de l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres bureaux des Nations Unies partout dans le monde.

Je signale que mon pays est l'un des auteurs du projet de résolution A/54/L.59, qui, nous l'espérons, sera adopté par consensus.

M. Pradhan (Bhoutan) (*parle en anglais*) : Ma délégation est ravie que l'Assemblée générale ait décidé d'aborder la question de la reconnaissance internationale de la Journée du Vesak à l'Organisation des Nations Unies. Nous

tenons à exprimer nos remerciements à Sri Lanka, qui a initié ce processus.

L'inscription de ce point à l'ordre du jour de l'Assemblée générale est opportune et contribuera considérablement au succès d'autres activités en cours aux Nations Unies. L'Assemblée générale a proclamé 2000 Année internationale de la culture de la paix, qui va préparer le terrain pour l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations, en 2001. Ces deux années marqueront le début de la Décennie internationale d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde. L'encouragement de la tolérance et du respect de la diversité est le trait commun à toutes ces célébrations qui se rejoignent. Ma délégation est convaincue que la reconnaissance internationale de la contribution que le bouddhisme a apportée et continue d'apporter au monde ne pourra que renforcer et faire avancer les objectifs de ces processus par la promotion d'une meilleure compréhension et d'une meilleure appréciation de la diversité dans nos sociétés.

M. Ingólfsson (Islande), Vice-Président, assume la présidence.

Au Bhoutan et dans la région de l'Himalaya, cette journée est connue sous le nom de Sagadawa, et de Vaisakh en sanskrit et dans la tradition indienne. Ce jour-là, l'un des plus sacrés pour des millions de bouddhistes dans le monde entier, tombe le jour de la pleine lune du mois de mai chaque année et marque trois événements importants dans de la vie du Bouddha. C'est ce jour-là qu'il est né, en l'an 563 avant Jésus-Christ. C'est également le jour de son illumination et de son entrée dans le Nirvana.

Siddharta Gautama, que l'on connaît plus généralement comme le Bouddha, a vécu et prêché entre 563 et 480 av. J.-C., dans le nord de l'Inde, faisant du bouddhisme l'une des plus vieilles religions du monde. Sa vie et ses enseignements ont eu une influence considérable sur d'autres religions, ainsi que sur la philosophie, l'éthique et les modes de vie, à commencer par l'Asie pour se répandre dans d'autres continents.

Les enseignements du bouddhisme sont, de par leur nature, considérés comme universels. Le bouddhisme encourage la modération dans la vie, la non-violence, la coexistence pacifique et la tolérance. Il enseigne aux humains de protéger et de préserver les ressources et leur milieu naturel pour respecter la vie de tous les êtres vivants. Beaucoup de ces principes s'apparentent à ceux d'autres grandes religions ainsi qu'aux principes fondamentaux consacrés dans la Charte des Nations Unies.

Ma délégation attend avec impatience de participer aux célébrations internationales de la Journée du Vesak au Siège de l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres bureaux des Nations Unies. Compte tenu de l'importance de cette journée pour des millions de personnes dans le monde, nous sommes persuadés que le projet de résolution A/54/L.59 sera adopté par consensus.

M. Flores (Espagne) (*parle en espagnol*) : Ma délégation fait partie des auteurs du projet de résolution sur la célébration internationale de la Journée du Vesak au Siège de l'Organisation des Nations Unies, car elle estime que l'Organisation est une instance privilégiée pour la rencontre entre les différentes traditions religieuses, culturelles et philosophiques qui coexistent sur notre planète.

La reconnaissance par les Nations Unies de la contribution que les différentes religions apportent au patrimoine spirituel de l'humanité est une indication de l'engagement des États Membres à préserver ce patrimoine dans un esprit de tolérance active visant à encourager la compréhension mutuelle.

M. Mra (Myanmar) (*parle en anglais*) : La Charte des Nations Unies nous demande de pratiquer la tolérance et de vivre en paix avec les autres, en bons voisins. La culture de tolérance élimine une culture de violence et engendre une culture de paix.

Le Seigneur Bouddha nous enseigne les vertus de la tolérance, de la compassion et de la paix. Les enseignements du Bouddha ont touché des millions de personnes et ont eu une influence profonde sur la pensée et la vie de la race humaine. Le message de tolérance, de compassion et de paix du Bouddha constitue la base éthique et morale de nombreuses sociétés dans le monde.

H. G. Wells a dit que le message de Bouddha à l'humanité était de nature universelle, et que beaucoup de nos meilleures idées modernes sont en étroite harmonie avec ce message. Ainsi le bouddhisme, comme d'autres grandes religions, a beaucoup contribué à la prédominance de la paix. Il est tout à fait approprié que l'Organisation des Nations Unies, dont l'objectif final est aussi la paix, nous donne l'occasion d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la journée la plus sacrée pour des millions de bouddhistes.

En outre, nous estimons que le débat sur ce point, en cette instance unique où sont représentées les différentes civilisations, contribuera à promouvoir une meilleure compréhension du concept de dialogue entre les civilisations.

La Journée du Vesak, le jour de la pleine lune du mois de mai, est le jour le plus sacré pour les bouddhistes. Son caractère unique vient du fait que les événements les plus importants de la vie du Bouddha ont eu lieu ce jour-là. C'est un jour de la pleine lune du mois de mai de l'an 623 av. J.-C. qu'un noble prince destiné à être l'un des plus illustres maîtres religieux du monde, est né à Lumbini Park. Et c'est après six longues années de lutte et de recherche de la vérité ultime qu'une fois encore, le jour de la pleine lune du mois de mai, le Bouddha, dans sa trente-cinquième année de vie ascétique, a trouvé, grâce à son savoir intuitif, l'illumination qui lui a permis de se libérer de toutes les souillures de la vie.

Après cette révélation, au lieu de garder cette illumination pour lui seul, le Bouddha a consacré le reste de sa vie au service de l'humanité et transmis son message de tolérance, de compassion et de paix à l'espèce humaine. C'est essentiellement son dévouement à la cause de l'humanité, son savoir, sa compassion et sa vie exemplaire qui ont poussé des millions d'êtres humains à célébrer le Bouddha comme l'un des plus grands maîtres religieux qui ait jamais vécu sur cette terre. Après s'être inlassablement efforcé de servir la cause des hommes, le Bouddha s'est éteint le jour de la pleine lune du mois de mai, à son quatre-vingtième anniversaire.

La Journée du Vesak qui est sacrée pour tous les bouddhistes du monde, est également une fête religieuse au Myanmar et elle est célébrée comme la Journée du Bouddha, en raison de sa signification historique. Une cérémonie importante a lieu pour commémorer la Journée du Bouddha, à l'occasion de laquelle on arrose l'arbre Bo, sous lequel le prince Gautama Bouddha a reçu l'illumination. Lors de cette cérémonie qui a lieu tôt le matin ou le soir, les jeunes filles et les femmes parées de leurs plus beaux atours portant des amphores en terre remplies d'eau viennent, l'une après l'autre, arroser l'arbre Bo. La cérémonie se déroule au son des instruments à vent et des percussions, qui reflètent ainsi le caractère prometteur de cette journée.

Près de 90 % de la population du Myanmar est bouddhiste. En tant que coauteurs du projet de résolution dont nous sommes saisis, nous sommes encouragés par l'appui apporté pour donner à cette Journée du Vesak la reconnaissance internationale qu'elle mérite. Nous estimons que l'adoption de ce projet constituera en termes concrets une reconnaissance de la contribution du bouddhisme à l'humanité.

M. Shah (Népal) (*parle en anglais*) : Le Vesak Purnima qui marque le jour de la pleine lune du mois de mai est une journée triplement sacrée. En cette journée glorieuse, et durant 80 ans — il y a 2 500 ans de cela — Gautama Bouddha est né à Lumbini, a eu une illumination à Both Gaya et a quitté sa forme physique à Kusinagara.

Le sens profond des enseignements du Bouddha concerne l'humanité, la paix, la compassion, la tolérance et la non-violence, l'égalité de tous les êtres humains, le non-dénigrement et le respect de l'autre et des convictions de chacun — des idéaux qui sont proclamés avec éloquence dans les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et qui sont tout aussi actuels aujourd'hui qu'ils l'ont été au cours des siècles.

La signification particulière d'une journée aussi sacrée fait de Vesak Purnima un symbole de la lumière des enseignements du Bouddha, qui se sont répandus à travers les siècles, au-delà de la chaîne de l'Himalaya et de par les continents et qui ont inspiré la vie de millions de personnes qui s'efforcent de faire régner la paix et la justice et qui ont foi dans ces valeurs.

Lumbini est aujourd'hui un site important du patrimoine mondial. L'ONU a participé par le passé à la préservation et à la mise en valeur de ce site sacré. Le Sommet bouddhique international qui s'est tenu à Lumbini en décembre de l'an passé, a nommé le lieu de naissance du Bouddha fontaine de la paix. Vesak Purnima est également connu au Népal en tant que Journée de Lumbini et est célébré comme une fête nationale; c'est une journée de non-violence pendant laquelle tous les abattages d'animaux sont officiellement interdits.

En tant qu'héritier de cet important patrimoine culturel et religieux, le Népal ne peut que s'enorgueillir de s'être porté coauteur du projet de résolution sur la célébration de la Journée du Vesak, qui fait l'objet du document A/54/L.59. Il est très approprié que dans ce projet de résolution il est demandé à l'Assemblée générale de célébrer le jour de la pleine lune du mois de mai chaque année. En adoptant ce projet, l'Assemblée générale aura franchi une nouvelle étape sur la voie d'une culture de la paix et de la compréhension entre les civilisations.

M. Haque (Pakistan) (*parle en anglais*) : La terre du Pakistan a toujours été un lieu de rencontre entre des peuples, des religions, des cultures et des idées différentes. D'un point de vue géographique, le Pakistan se trouve à la croisée des chemins qui relient traditionnellement les peuples de l'Asie du Sud à leurs voisins de l'Asie de l'Ouest,

de l'Asie centrale, de la Chine et des territoires situés bien au-delà. L'interaction entre les nombreuses influences et civilisations qui se sont interpénétrées dans cette région, a tissé, au cours des siècles, un contexte culturel et social et de valeurs riches et complexes dans mon pays.

Le nord-ouest du Pakistan est le berceau de la célèbre civilisation bouddhique Gandhara qui a prospéré aux alentours du premier siècle avant J.-C. Cette période a également vu la naissance de l'art Gandhara grâce à une fusion de l'art gréco-romain et des traditions bouddhiques, qui est à l'origine des représentations sur la pierre des divers aspects de la vie et des enseignements du Bouddha qui ornent des milliers de stûpas et de monastères dans la région.

L'influence du bouddhisme ne se limite pas à notre région, elle s'étend à toutes les parties du monde. L'attrait et le message universels du Bouddha trouvent un écho dans de nombreuses régions du monde. La contribution du bouddhisme à la culture, l'art, la civilisation des peuples de l'Asie du Sud et au delà est immense. Le message de paix, de compassion et de vérité transmis par le Bouddha est partagé par la plupart des religions et des systèmes de pensée. Sa vision sublime de la Voie Moyenne, qui appelle à éviter le péché et à acquérir le mérite et la purification de l'esprit, reflète son noble message et son noble esprit.

Ma délégation est coauteur du projet de résolution A/54/L.59. Nous appuyons fermement la reconnaissance internationale de cette Journée du Vesak, triplement sainte, qui marque la naissance du Bouddha, son illumination et son décès. La célébration de la Journée du Vesak par l'ONU constituerait une reconnaissance appropriée de la contribution du bouddhisme au développement spirituel de l'humanité.

M. Sharma (Inde) (*parle en anglais*) : Même si nous sommes déjà exprimés sur cette question au cours du débat du Bureau, lorsqu'il a examiné la proposition de célébrer la Journée du Vesak, nous prenons de nouveau la parole pour dire à tous les membres de l'Organisation combien nous sommes heureux que la proposition présentée par la délégation de Sri Lanka en vue d'une célébration internationale de la Journée du Vesak ait été adoptée par la Commission.

L'apparition du Bouddha a été l'un des événements qui a le plus modifié le cours de l'histoire de l'humanité et a façonné les valeurs spirituelles, éthiques et morales du monde. Il est donc juste qu'une célébration internationale de cet événement transcendant et déterminant de notre patri-

moine commun de civilisation soit marquée avec honneur au sein de cet organe, le plus représentatif de la communauté internationale, qui cherche à pénétrer ses activités de principes moraux, éthiques et universels.

En fait, le caractère universel de l'illumination à laquelle toute personne peut parvenir après des efforts individuels, est au coeur des enseignements du Bouddha, qui a touché des millions de vies par le salut et l'espoir. Rappeler ce patrimoine éternel et ennoblissant, c'est nous inciter à poursuivre les buts les plus nobles de notre lutte commune. Nous félicitons la délégation de Sri Lanka de son initiative et espérons participer activement à la célébration de la Journée du Vesak au sein de l'ONU.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur ce point.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/54/L.59. Je voudrais annoncer que depuis la présentation du projet de résolution, les pays suivants se sont portés coauteurs : États-Unis, Grèce, Lesotho, Maurice, Nicaragua, Norvège et Turquie.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/54/L.59?

Le projet de résolution A/54/L.59 est adopté (résolution 54/115).

Le Président (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée en a ainsi terminé avec l'examen du point 174 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 45.